

Où en est-on de la course aux armements ?

vendredi 21 avril 2023, Paris

www.obsarm.info

Contact : patricebouveret@obsarm.info



L'Observatoire des armements

Centre d'expertise et de documentation indépendant créé en 1984 à Lyon

- Intervient sur deux axes :
 - renforcer le contrôle des transferts d'armes de la France
 - contribuer à l'élimination des armes nucléaires et obtenir justice et vérité pour les victimes des armes nucléaires
- Archivage et valorisation de la mémoire militante

*L'Observatoire des armements est co-porte-parole de **ICAN France**, campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (prix Nobel de la paix 2017 et membre du collectif **Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance***



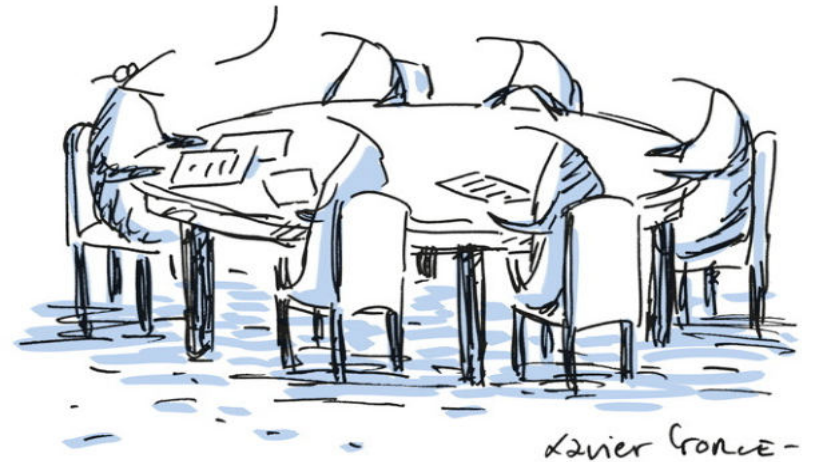
POUR EN SAVOIR PLUS :

www.obsarm.info

Guerre de la Russie contre l'Ukraine

- Annoncée longtemps avant son déclenchement, cette guerre est un échec de la politique et de la diplomatie
- Une fois déclenchée, il n'y a pas de bonnes solutions
- Elle souligne également notre faiblesse collective à la prévenir
- L'usage de la menace nucléaire par Vladimir Poutine met à jour la véritable nature de la dissuasion nucléaire : **arme d'exercice de la puissance**
- Chaque installation nucléaire peut devenir un bouclier ou une cible...
- Le nucléaire échappe aux sanctions prises contre la Russie
- Cette guerre entraîne un repli des opinions, voire même un recul

Voilà l'enjeu: fournir des armes raisonnablement efficaces sans être excessivement agressives afin que l'envahisseur soit défait sans se sentir attaqué.



La guerre et sa préparation : Un « oublié » de la réflexion politique

En préalable :

- Un domaine opaque : les données dont nous disposons pour l'essentiel proviennent des instances étatiques et donc sujettes à interprétation
- Il n'existe pas de véritable définition communes de ce qu'est une arme, de ce qui relève du militaire, au niveau international permettant de comparer réellement la puissance militaire
- Les armes sont au carrefour de plusieurs enjeux contradictoires : industriels, politiques, commerciaux, médiatiques, syndicaux, etc.
- Les armes reflètent l'état des rapports de force entre les Nations ou les groupes étatiques.
- Nécessité de s'inscrire dans le temps long, en décennies, à l'opposé du temps médiatique de plus en plus court

Dépenses militaires 2022

C'est l'ensemble des dépenses publiques effectuées par les États pour le développement et les activités de leurs forces armées : infrastructures, fonctionnement, salaires du personnel, achat et fabrication du matériel militaires, recherche et développement des nouvelles armes, gestion des forces, entraînement, etc.

En 2022, le Sipri les évalue à **2 240 milliards de dollars** ; soit une augmentation de 3,7 % par rapport à 2021.

La plus forte augmentation annuelle depuis au moins 30 ans.

Le Top 3 : États-Unis (39 %), Russie et Chine représentent à eux seuls 56 % des dépenses militaires militaires dans le monde.

La guerre en Ukraine a eu un impact direct sur l'augmentation des dépenses militaires principalement en Europe (+ 13 %)

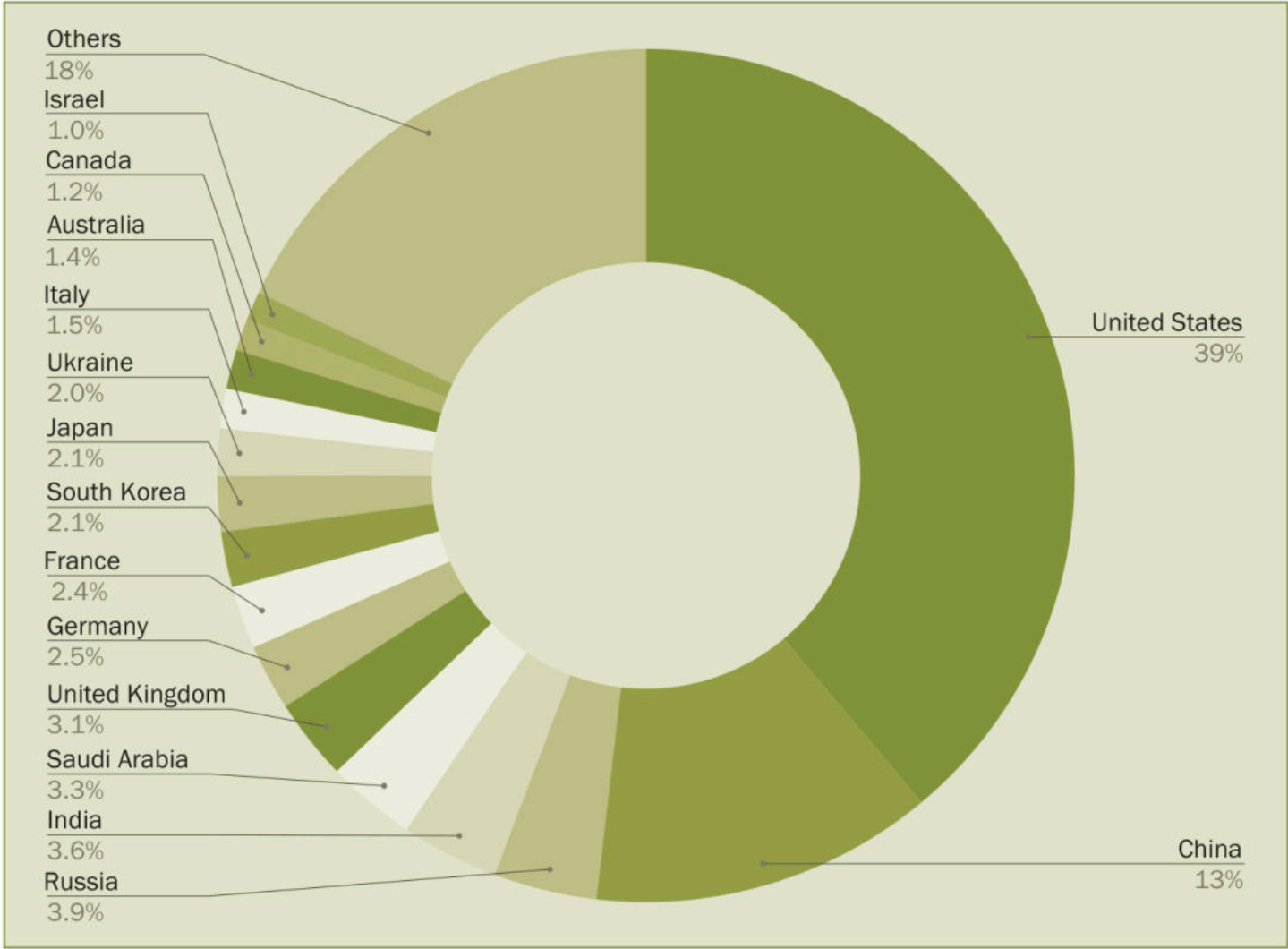
Dépenses militaires par région 1988-2022



Source : Sipri



Top 15 dépenses militaires 2022



Source : Sipri



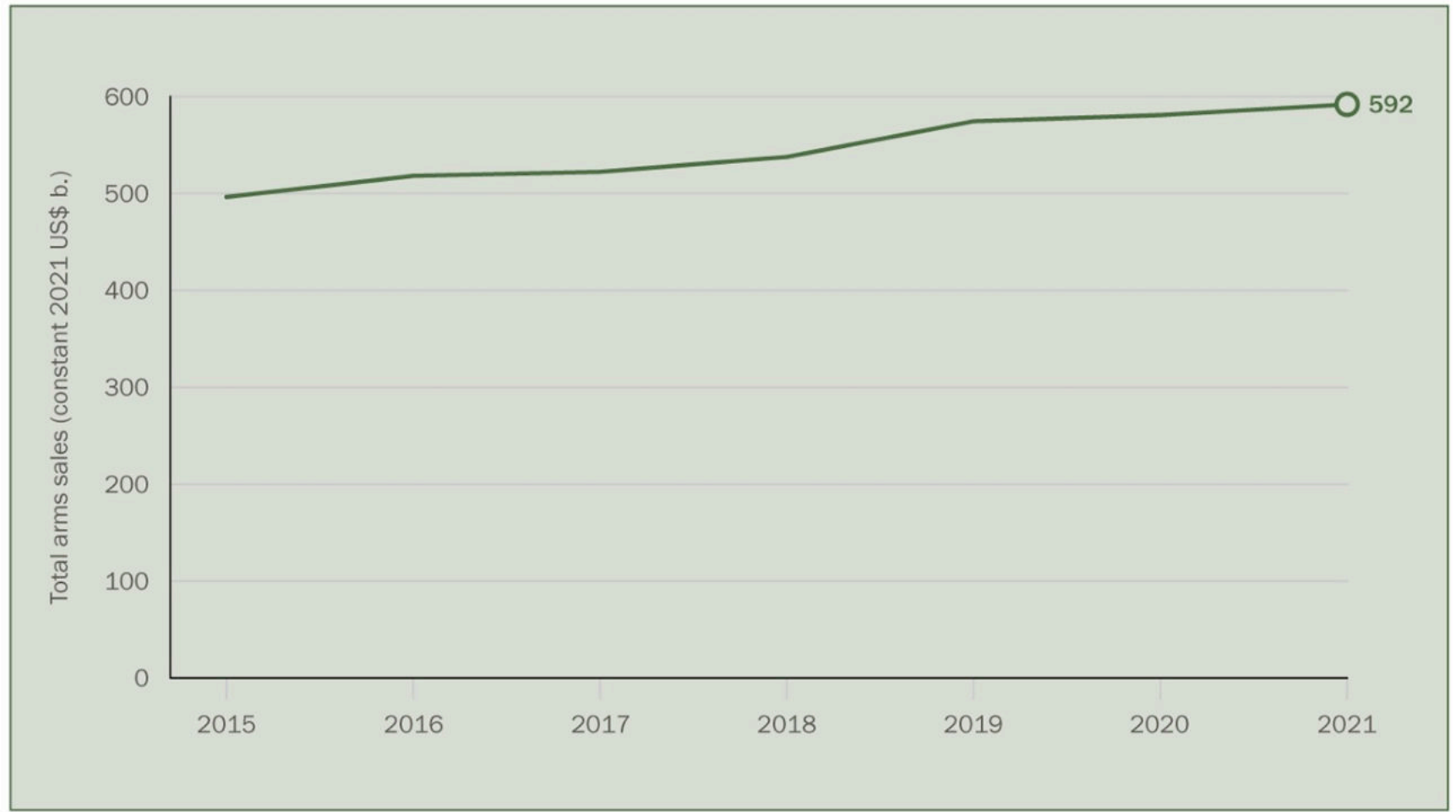
Production de systèmes d'armement

Environ un quart des dépenses militaires globales. Une production faite avant tout pour les propres besoins des forces armées de chaque État.

En 2021 : 592 milliards de dollars, en augmentation de 1,9 % par rapport à 2020 alors même que l'économie mondiale s'était contractée à cause du Covid.

- Un marché concentré entre quelques acteurs.
- Existence d'une importante zone grise qui échappe à toute visibilité :
 - composants et matériaux dits à double usage (civil et militaire)
 - matériel servant au maintien de l'ordre, à la surveillance, au renseignement...

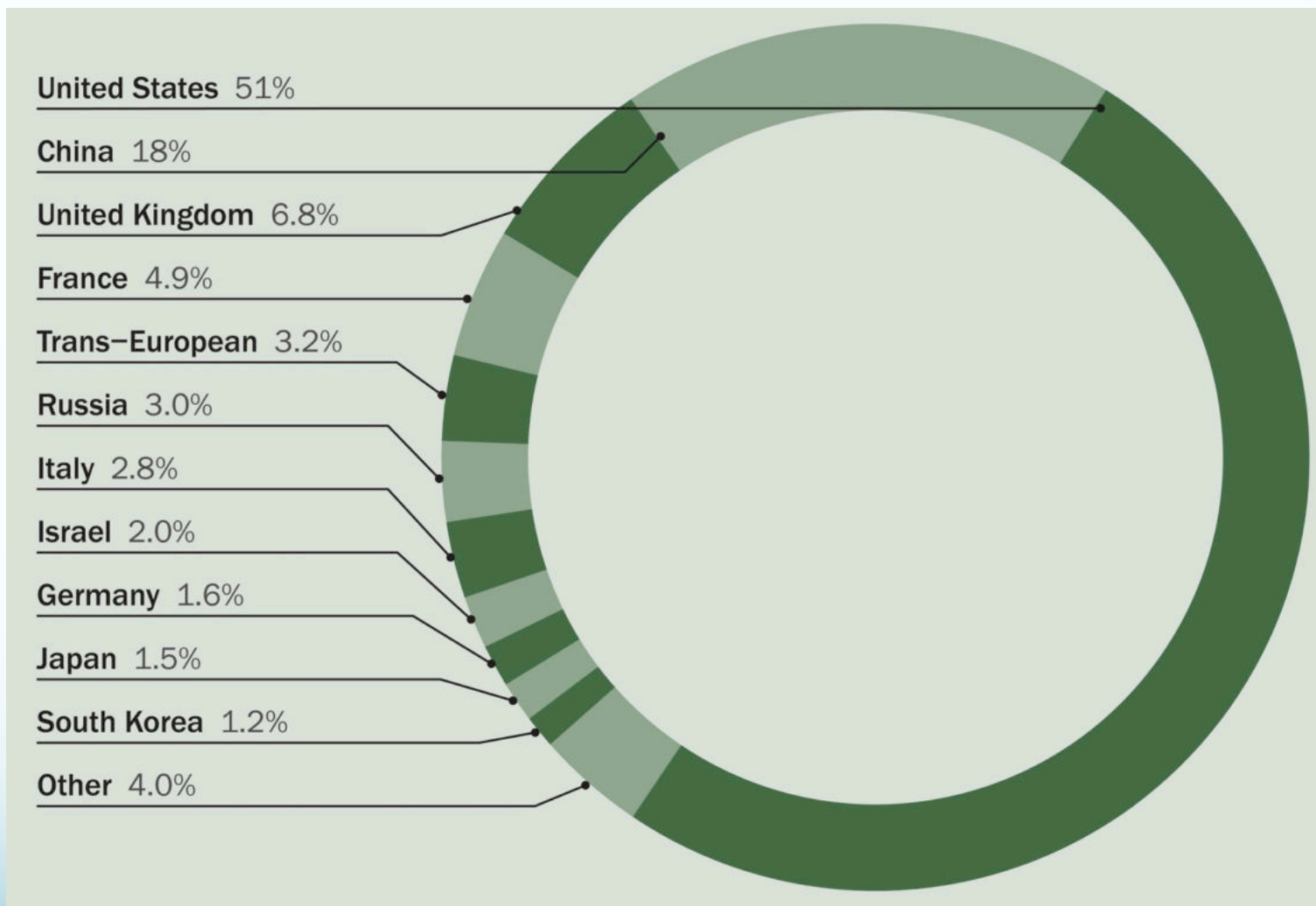
Top 100 Production d'armes 2015-2021



Source : Sipri



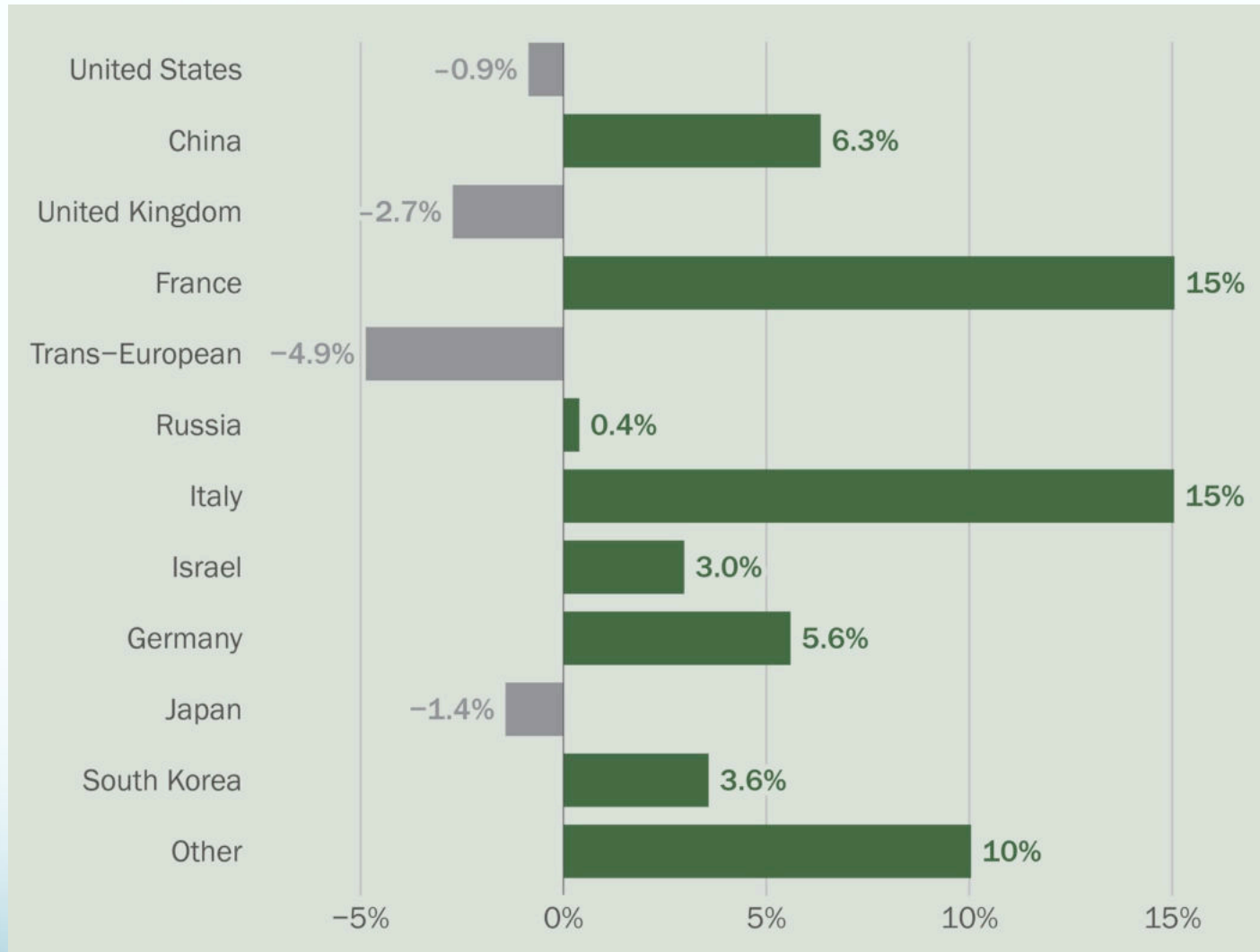
Répartition production d'armement par pays 2021



Source : Sipri



Évolution de la production d'armements 2020-2021

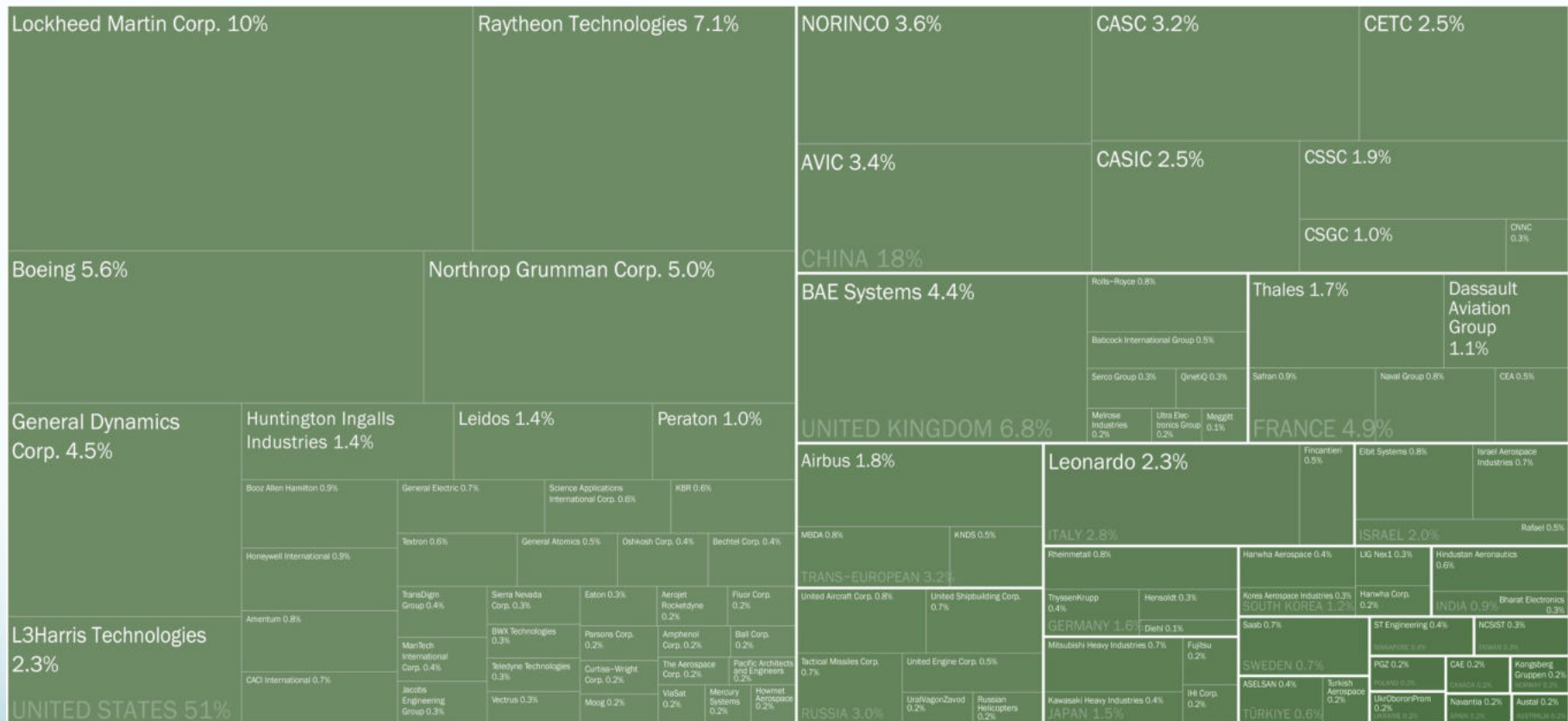


Source : Sipri



Top 100 de l'industrie d'armement

Répartition par producteur et par pays • 2021



Source : Sipri



Transferts d'armement

Ne sont concernés — théoriquement — que les armements conventionnels ; à distinguer des « armes de destruction massive » dont les exportations sont interdites par différents accords de l'ONU.

Entre 2013-17 et 2018-22, les transferts internationaux d'armes ont diminué de 5,1 % au niveau mondial.

Entre 2013-17 et 2018-2022 :

- La part des États-Unis dans les exportations mondiales d'armes est passée de 33 à 40 %, tandis que celle de la Russie est passée de 22 à 16 %.
- La France est à la 3^{ème} place et sa part est de 11 %. Elle se rapproche de la Russie à la 2^{ème} place avec 16 % des transferts.

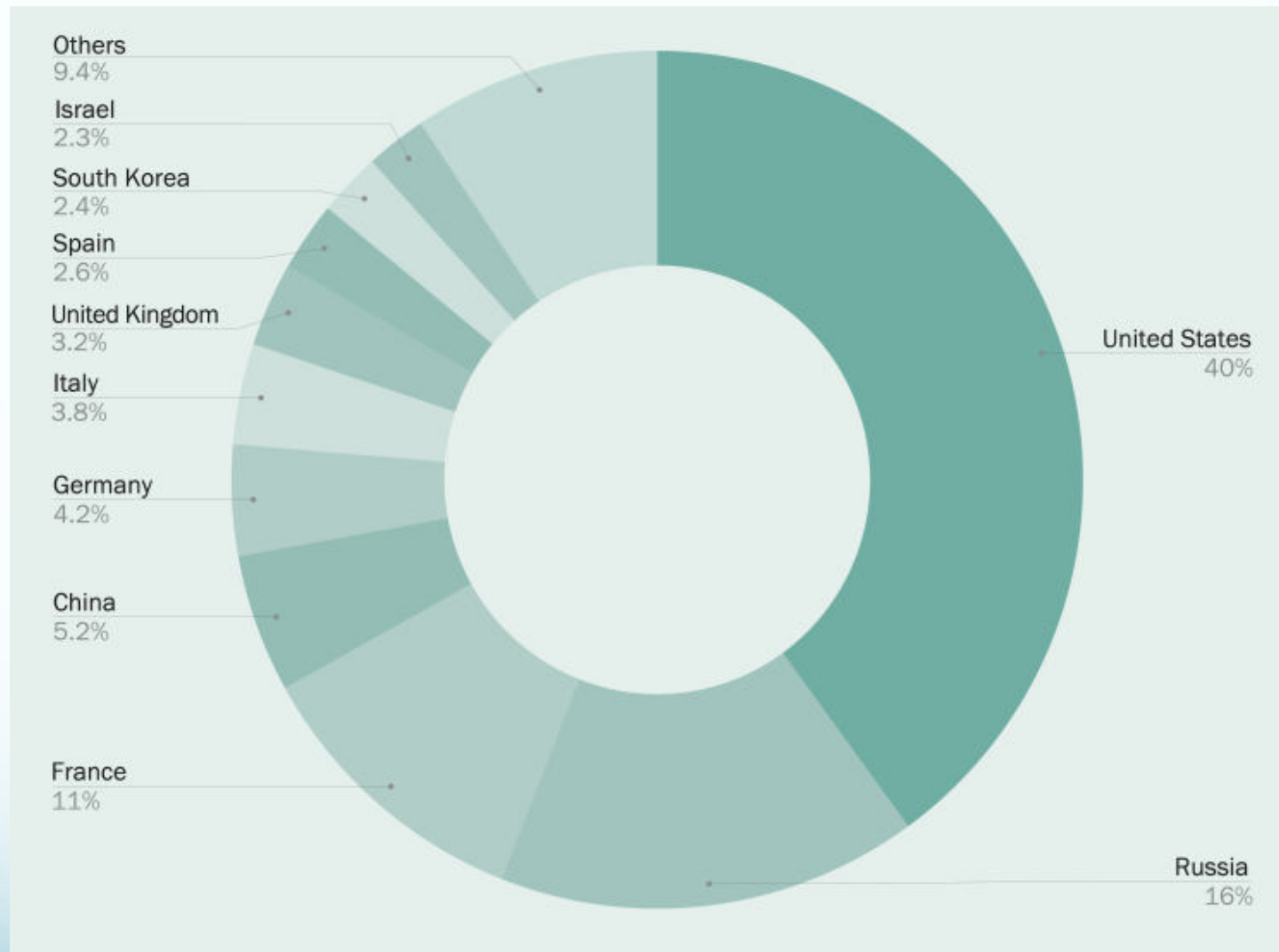
Transferts d'armes dans le monde 1983-2022



Source : Sipri



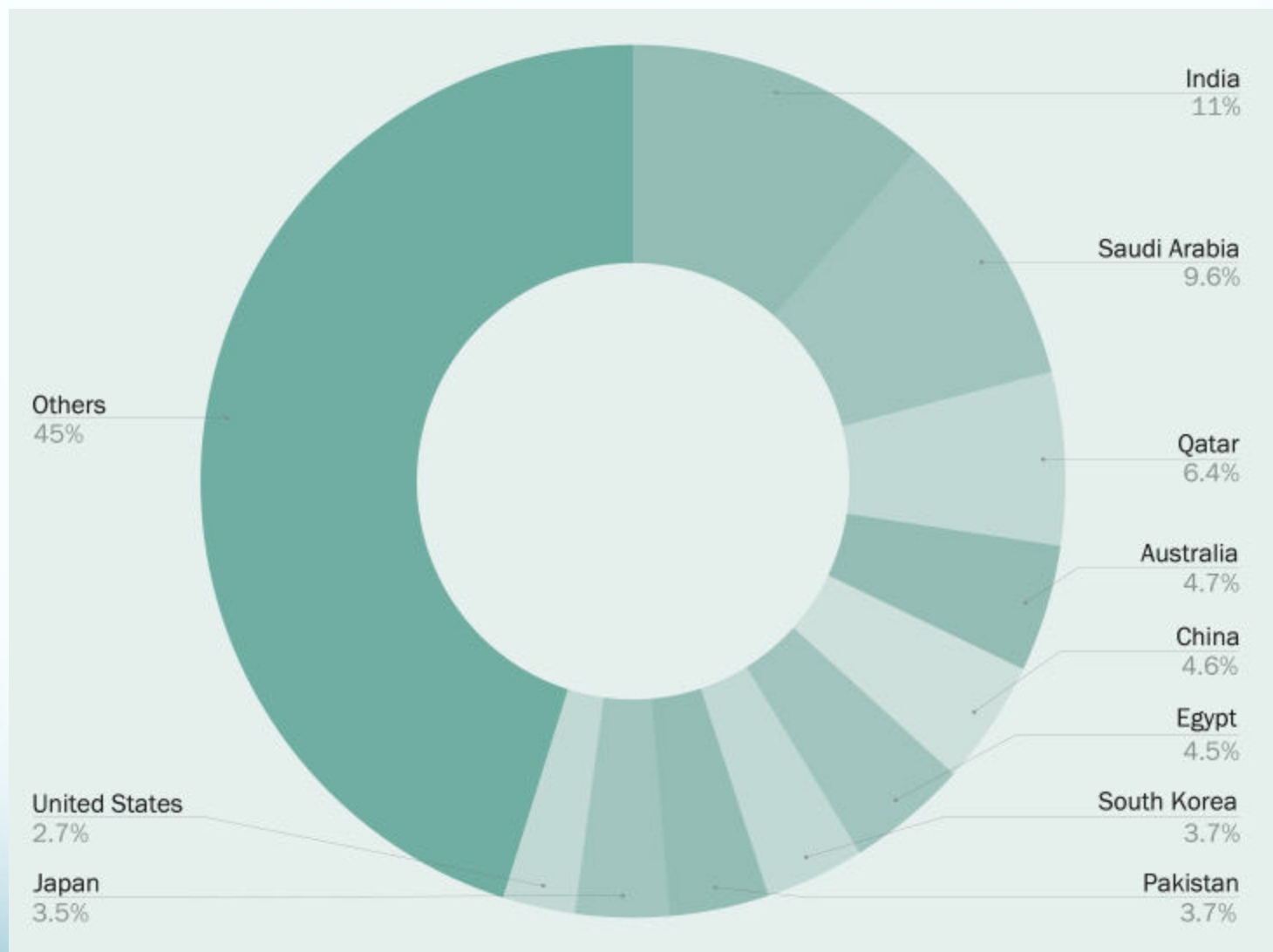
Top 10 des pays exportateurs d'armes • 2018-2022



Source : Sipri



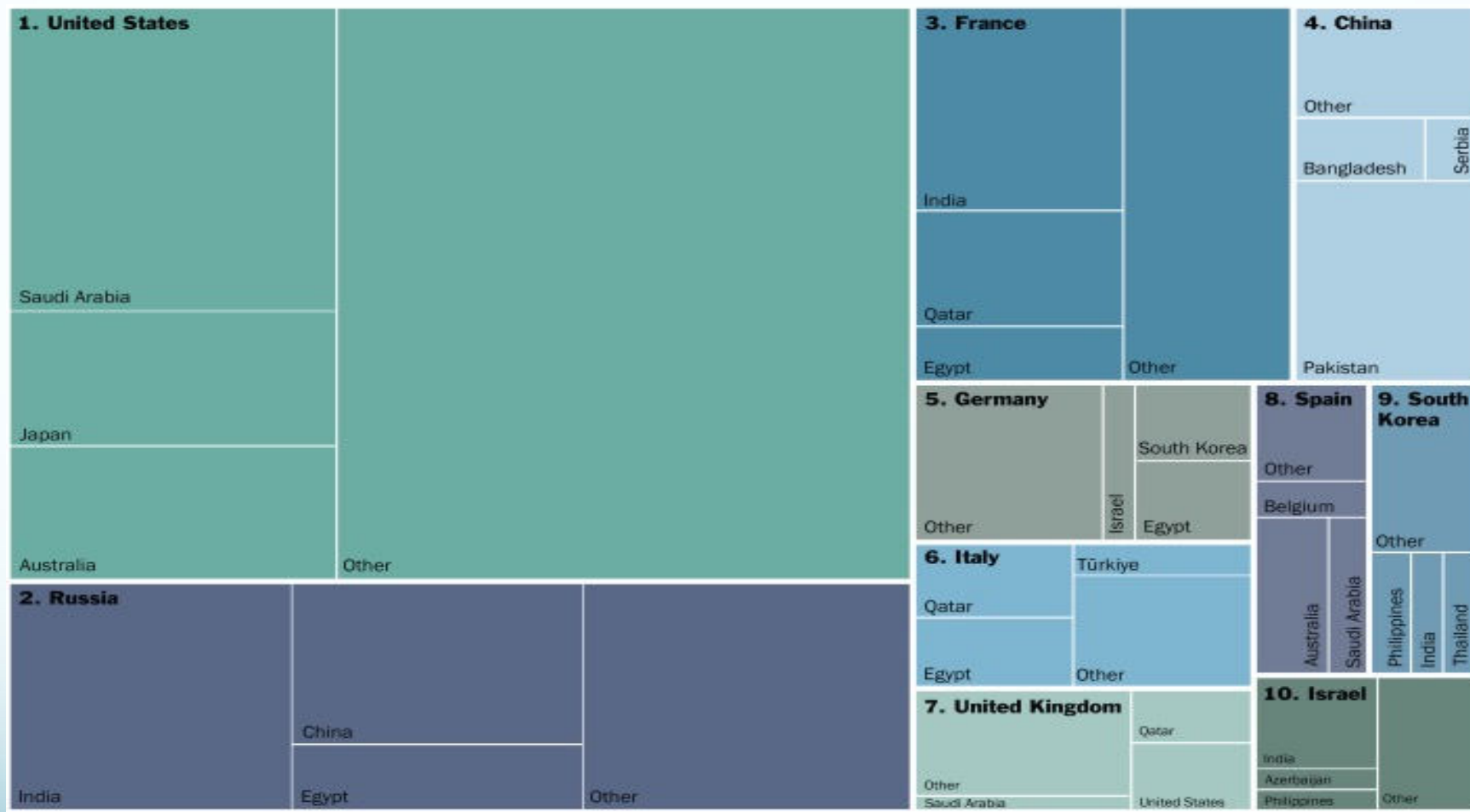
Top 10 des pays importateurs d'armes • 2018-2022



Source : Sipri

Top 10 des exportateurs d'armements

et leurs trois principaux clients • 2018-2022



Source : Sipri



Arsenal nucléaire mondial 2022

D'environ 70 000 bombes au plus fort de la guerre froide, il y a encore aujourd'hui 12 700 têtes nucléaires au-dessus de nous.

Ce qui représente tout de même l'équivalent de 135 000 bombes comme celle qui a détruit Hiroshima.

Bombes nucléaires en état d'alerte permanente

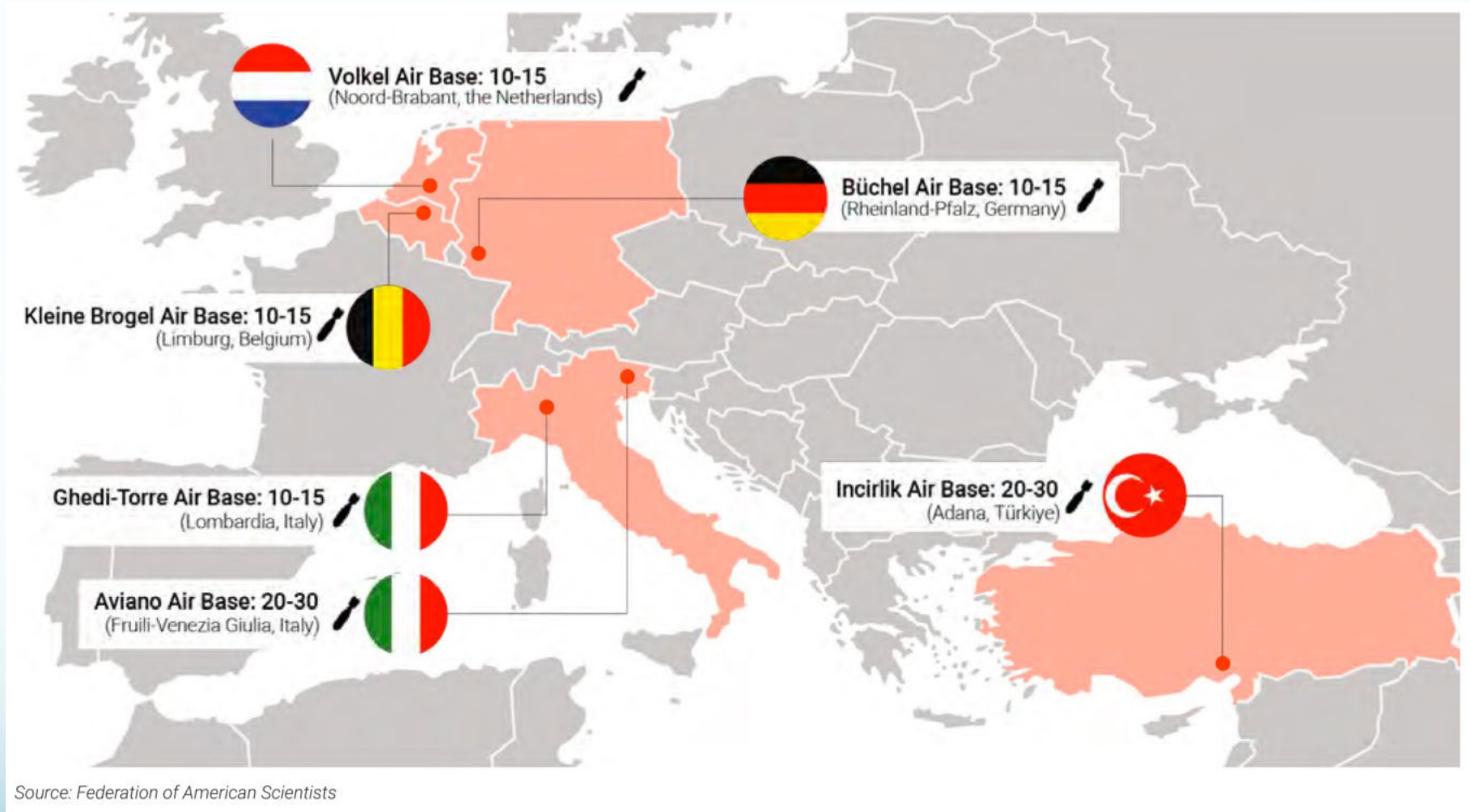
- États-Unis = 850
- Russie = 880
- France = 96

Source : Sipri

Observatoire des armements • 21 avril 2023



Bombes américaines en Europe



Et bientôt des bombes russes installées en Biélorussie ?

Et la France ?

La France a mis le militaire au cœur de son développement économique et de sa place dans le monde, tout particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale avec Charles de Gaulle et la V^e République.

Si on part du postulat que tous les humains sont égaux, la France est au 22^e rang mondial en terme de population, mais :

- 8^e rang des dépenses militaires (2,7 %) ;
- 4^e producteur mondial d'armement (4,9 %) ;
- 3^e exportateur d'armes dans le monde (11 %) ;
- 4^e puissance nucléaire...

Budget militaire et LPM

La première Loi de programmation militaire date du 8 décembre 1960 pour permettre le financement du développement de l'arme nucléaire.

« La programmation militaire détermine [...] les orientations de la politique de défense française pour les sept prochaines années et couvre les domaines géostratégique, capacitaire, industriel, financier et ceux liés aux conditions de vie et de travail des femmes et des hommes de la défense. »

Le projet de la 14^e loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 prévoit 413 milliards d'euros de dépenses sur sept ans afin de « transformer » les armées ; soit une **moyenne annuelle de 59 Mds €**.

Sur la période précédente (2019-2023) la moyenne annuelle était de 39,6 Mds € ; en augmentation déjà de 23 % par rapport à la période 2014-2018 !

Coût de l'arme nucléaire en France

« Vous ne trouverez nulle part dans le budget militaire, la possibilité de calculer exactement notre armement atomique. C'est très volontairement que nous l'avons fait. »

Pierre Messmer, ancien Premier ministre
et ministre de la Défense du général de Gaulle

« La dissuasion est une part importante, c'est 13 % de l'enveloppe globale ».

M. Lecornu, ministre des armées, 5 avril 2023

413 milliards d'euros X 13 % = **53,69 Mds** pour l'arme nucléaire

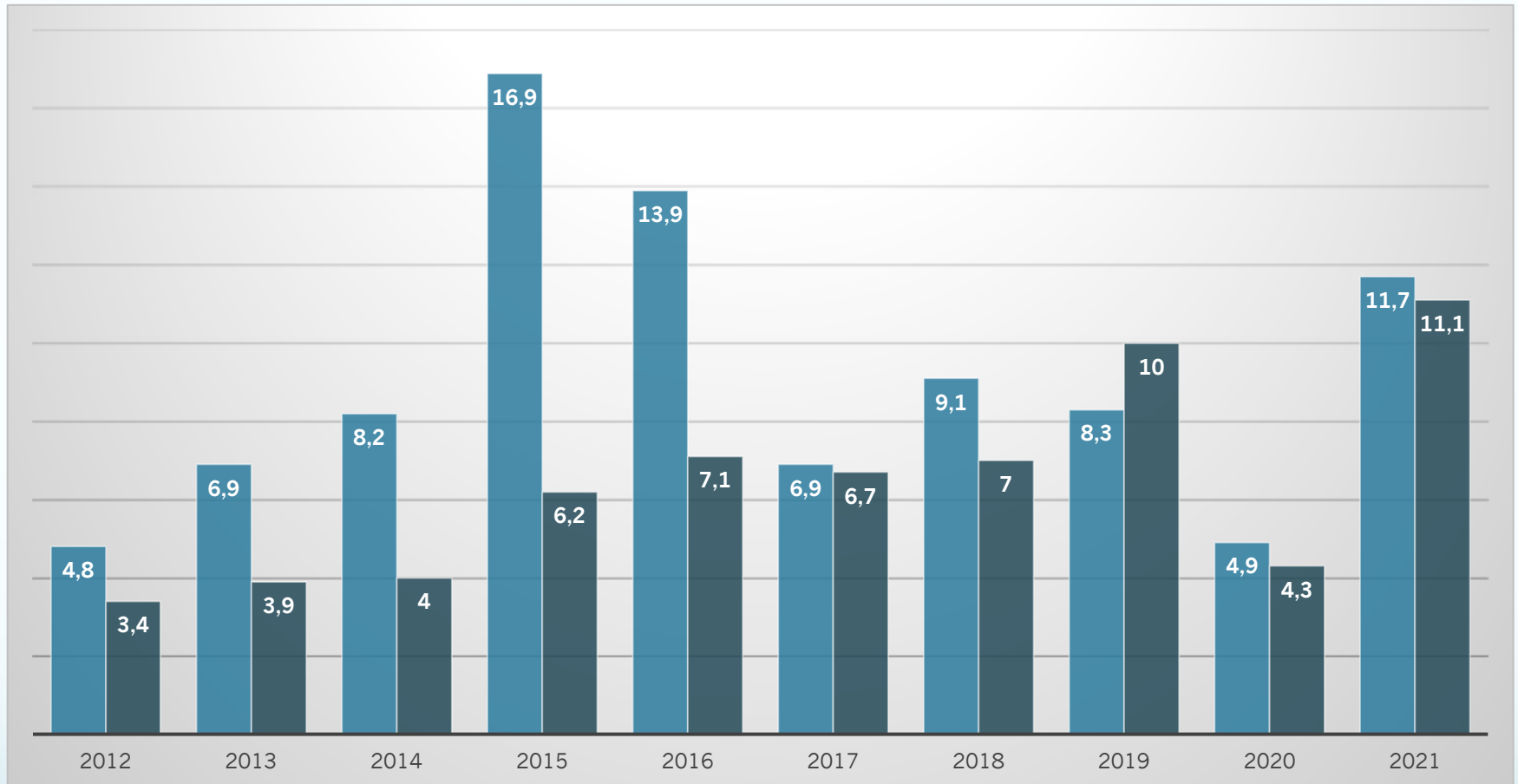
Soit une moyenne annuelle de 7,67 Mds €

Rappel des dépenses nucléaires des précédentes LPM :

- 2003-2008 (6 ans) : 17,00 Mds € ; *soit 2,83 Mds € par an*
- 2009-2013 (6 ans) : 20,25 Mds € ; *soit 3,37 Mds € par an*
- 2014-2018 (5 ans) : 23,30 Mds € ; *soit 4,66 Mds € par an*
- 2019-2023 (5 ans) : 25,08 Mds € ; *soit 5,02 Mds € par an*

Ces montants correspondent à la fabrication et l'entretien des armes nucléaires mais ne comprennent pas les salaires du personnel militaire affectés à cette arme et les frais de fonctionnement afférents, ni le coût du démantèlement et la gestion des déchets nucléaires militaires (9 % du total des déchets nucléaires).

Évolution des transferts d'armes de la France 2012-2021

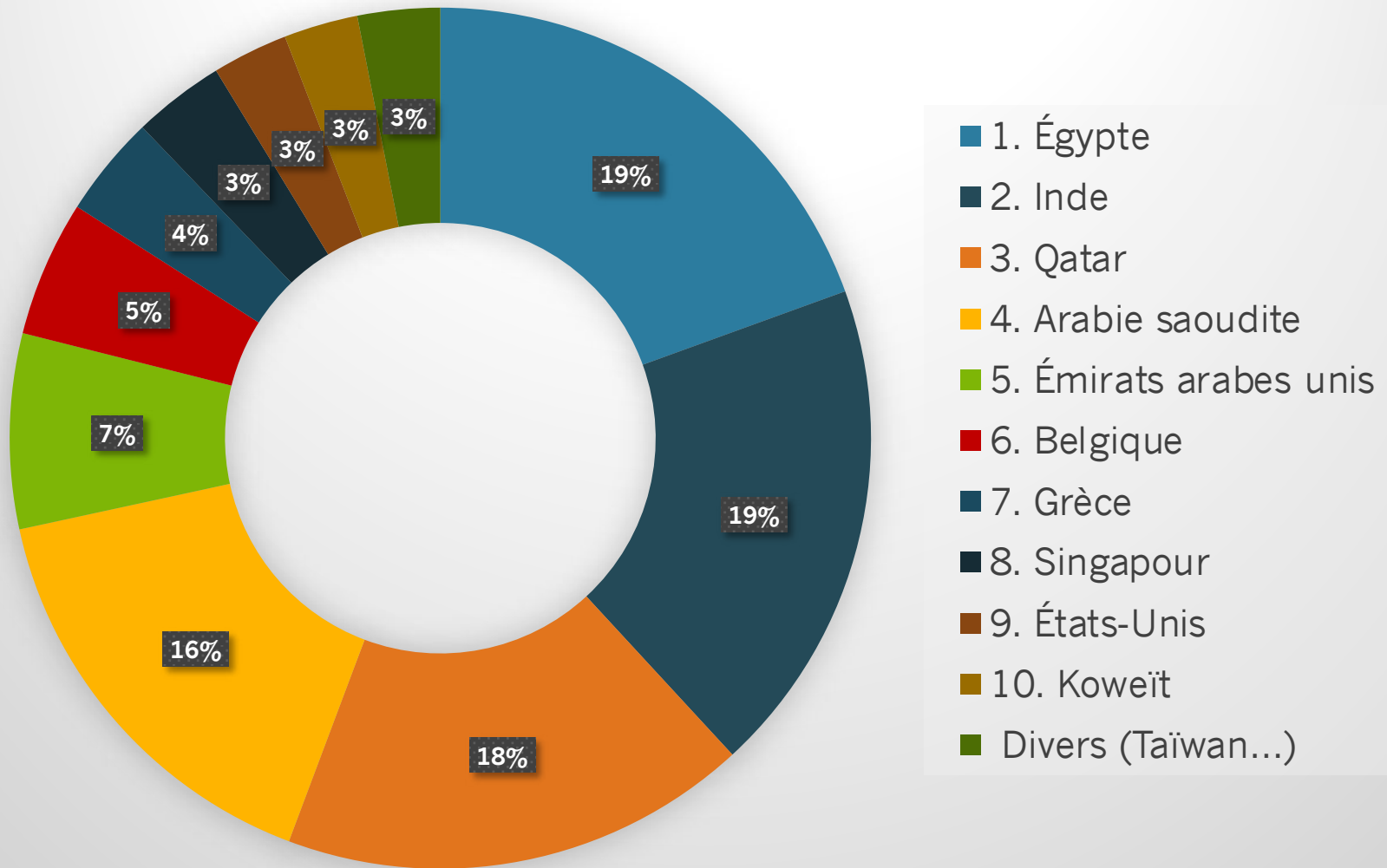


1^{ère} colonne : montant des commandes ; total 91,7 milliards d'euros

2^{ème} colonne : montant des livraisons ; total 63,6 milliards d'euros

Source : Ministère des armées

Top 10 des pays acheteurs 2012-2021



Source : Ministère des armées

Que faire ?

- Se réappropriier le débat en tant que citoyen
- Rendre visible la militarisation, l'arme nucléaire et ses dangers (débats, vigies, publications...)
- Interpellation des élus au niveau local, comme au niveau national (maire, député, sénateur...)
- Interpellation des institutions financières qui financent l'armement
- Interpellation des médias : tribune, courrier des lecteurs...

Des victoires ont été obtenues :

- Interdiction des essais nucléaires (1996)
- Interdiction des mines antipersonnel (1997)
- Interdiction des bombes à sous-munitions (2008)
- Traité sur le commerce des armes (2013)
- Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (2017)

Article 26 de la Charte de l'ONU



NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES RÉSOLUS,

Article 26

Afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde, le Conseil de sécurité est chargé, avec l'assistance du Comité d'état-major prévu à l'Article 47, d'élaborer des plans qui seront soumis aux Membres de l'Organisation en vue d'établir un système de réglementation des armements.

Merci

